



CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2023

—◆—

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEL01_2023_0101

Convention relative au transfert de gestion du bâtiment Atrium

L'an deux mille vingt-trois, le douze décembre à dix-huit heures et six minutes, le Conseil municipal de Chaville, légalement convoqué le six décembre deux mille vingt-trois à se réunir, s'est assemblé dans la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Maire.

Présents au début de la séance :

M. GUILLET, M. LIEVRE, Mme TILLY, M. ERNEST, Mme CHEVRIER, M. BES, Mme MESADIEU, Mme CHAYÉ-MAUVARIN, M. PANISSAL, Mme LE VAVASSEUR, M. TARDIEU, Mme FOURNIER, M. TRUELLE, Mme RE, Mme SAVARY, M. CHENU, M. MAUVARIN, Mme DORISON, M. FEGHALI, M. GIRONDOT, Mme PRADET, M. ANTONIO, Mme NICODEME-SARADJIAN, Mme SCHWEITZER, Mme COUTEAUX, Mme FRESCO, M. BARBIER, M. TURINI, M. DENUIT

Absents ayant donné procuration :

M. BISSON, a donné procuration à M. LIEVRE
M. DUBARRY DE LA SALLE, a donné procuration à M. MAUVARIN
Mme LALLEMENT, a donné procuration à M. TARDIEU
M. BESANCON, a donné procuration à M. TURINI

Arrivés en cours de séance :

M. DUBARRY DE LA SALLE, 18h12, après l'approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 28 septembre 2023
Mme COSTE, 19h04, avant le vote du projet de délibération n°DEL01_2023_0090
M. BESANCON, 19h21, avant le vote du projet de délibération n°DEL01_2023_0098

Excusée :

Mme ACKERMANN

Désignation du secrétaire de séance :

Mme FOURNIER, désignée à l'unanimité par l'assemblée communale, a procédé à l'appel nominal

Publication le : 21 décembre 2023

Objet : Convention relative au transfert de gestion du bâtiment Atrium

Considérant que la Commune est propriétaire du bâtiment Atrium, équipement culturel municipal à vocation pluridisciplinaire, sis 3 parvis Robert Schuman, affecté à l'usage du public et relevant de son domaine public ;

Considérant l'article L.5219-5 du Code général des collectivités territoriales dont les dispositions permettent à l'Etablissement public territorial (EPT) GPSO d'exercer, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies dans ses statuts, notamment l'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique ; ainsi que la construction, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt territorial ;

Considérant que les locaux du bâtiment Atrium affectés au conservatoire font l'objet de conventions de mises à disposition au profit de GPSO, qui arrivent à échéance au 31 décembre 2023 ;

Vu les articles L.2123-1 I. et suivants et R.2123-10 du Code général de la propriété des personnes publiques selon lesquels les personnes publiques peuvent opérer, entre elles, un transfert de gestion des immeubles dépendant de leur domaine public pour permettre à la personne publique bénéficiaire de gérer ces immeubles en fonction de leur affectation ;

Considérant que la Ville et l'EPT GPSO se sont rapprochés pour conclure une nouvelle convention portant transfert de gestion du bâtiment Atrium et permettant de préciser les conditions et modalités selon lesquelles l'EPT GPSO assurera, à compter du 1^{er} janvier 2024 et le temps de la durée de la convention, la gestion du bâtiment, dont les investissements ;

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 28 novembre 2023.

***Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,
au scrutin public et à l'unanimité moins 4 abstentions,***

APPROUVE les termes de la convention de transfert de gestion du bâtiment Atrium, telle qu'annexée à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer avec l'EPT « Grand Paris Seine Ouest » ladite convention ainsi que toutes les pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.



Signé électroniquement par : Jean-Jacques GUILLET
Date de signature : 18/12/2023
Qualité : Mr LE MAIRE (Jean-Jacques GUILLET)

Jean-Jacques GUILLET
Maire de Chaville



Signé électroniquement par : Julie FOURNIER
Date de signature : 19/12/2023

Qualité : (L) 12^{ème} Maire Adjoint (Mme Julie FOURNIER)

Julie FOURNIER
12^{ème} maire adjointe
Secrétaire de séance

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et sa transmission aux services de l'Etat.

CONVENTION RELATIVE AU TRANSFERT DE GESTION DU BÂTIMENT « L'ATRIUM » Situé sur la commune de Chaville

Entre :

La commune de Chaville, représentée par Jean-Jacques GUILLET, Maire de Chaville, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du Conseil municipaldu

Ci-après désignée « le Propriétaire » ou « la Ville »,

D'une part,

Et

L'Etablissement Public Territorial « Grand Paris Seine Ouest » ayant son siège au 9 route de Vaugirard 92197 MEUDON Cedex, représenté par son Président et par délégation, par Monsieur Denis LARGHERO, Vice-Président chargé notamment du patrimoine, agissant au nom et pour le compte de l'Etablissement Public Territorial « Grand Paris Seine Ouest » en vertu d'une délibérationdu Conseil de territoire en date du 13 décembre 2023 ;

Ci-après désigné « le Gestionnaire » ou « l'EPT GPSO »,

D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Commune de Chaville est propriétaire du bâtiment dénommé l'Atrium, équipement culturel municipal à vocation pluridisciplinaire (théâtre, danse, musique, cinéma, expositions) sis 3 Parvis Robert Schuman, affecté à l'usage du public et relevant de son domaine public.

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L.5219-5, GPSO exerce, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies dans ses statuts, notamment l'enseignement de la musique de la danse et de l'art dramatique ainsi que la construction, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt territorial (comprenant l'ensemble des établissements d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique qui étaient gérés par l'ex-Communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest au 31 décembre 2015).

Dans ce contexte, les locaux affectés au conservatoire font l'objet de conventions de mise à disposition au profit de GPSO, portant sur :

- Les locaux à usage exclusif, suivant le régime légal de mise à disposition de plein droit, dans des conditions définies en dernier lieu au sein de la convention conclue à compter du 1^{er} janvier 2017 et son avenant n°1 en date du 13 novembre 2020 ;
- Les locaux à usage ponctuel, suivant une convention de mise à disposition de salles à titre onéreux, conclue en dernier lieu à compter du 1^{er} janvier 2021.

L'échéance de ces conventions intervenant au 31 décembre 2023, les parties se sont rapprochées pour conclure, sur le fondement des articles L.2123-3 I. et suivants et R.2123-10 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), une nouvelle convention portant transfert de gestion de l'Atrium permettant de préciser les conditions et modalités selon lesquelles l'ETP GPSO assurera désormais, le temps de la durée de la présente convention, la gestion du bâtiment (en ce compris les investissements) et de fixer la répartition des charges entre le Propriétaire et le Gestionnaire.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

CONVENTION

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, entre le Propriétaire et le Gestionnaire, a pour objet d'organiser les modalités de transfert de gestion des espaces, propriété de la Ville, situés dans le bâtiment de l'Atrium, équipement culturel municipal à vocation pluridisciplinaire (Théâtre, danse, musique, cinéma, expositions) accueillant également le conservatoire territorial de Chaville et une médiathèque municipale, conformément aux dispositions de l'article L.2123-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES BIENS OBJET DU TRANSFERT

Le bâtiment de l'Atrium est situé 3 parvis Robert Schuman à Chaville, tel que figurant sur les parcelles section AE n° 352.

Le plan de masse ou de situation (et acte de propriété) est consultable en annexe n°1.

Le bâtiment comprend 5 espaces, propriétés de la Ville :

- 1) La médiathèque municipale ;
- 2) L'auditorium ;
- 3) Le conservatoire, mis à disposition de l'EPT GPSO par la Ville, en application de l'article 1321-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- 4) des salles de réunions ;
- 5) Un parking public en sous-sol, mis à disposition de l'EPT GPSO en vertu de sa compétence statutaire en matière de gestion de parcs de stationnement d'intérêt territorial payant et exploité dans le cadre d'une concession de service public.

Le bâtiment (hors parking public) représente une surface de locaux de 9 436 m².

Le présent transfert de gestion porte donc sur l'ensemble des espaces, propriété de la Ville composant le bâtiment (hors parking).

ARTICLE 3 – AFFECTATION DES IMMEUBLES ET DES TRAVAUX A REALISER

La totalité des bâtiments, hors parking, composant l’Atrium sont affectés à un usage de d’équipement culturel ouvert au public.

Les locaux ci-dessous désignés se composent :

| Locaux relevant de la compétence statutaire de GPSO | | Surfaces |
|---|----------------------|----------------------------|
| Bâtiment/étage | Affectation | |
| R+5 /Etage du Conservatoire, administration et salles de Musique | Conservatoire | 782 m ² |
| R+4 /Etage en partie affecté au Conservatoire, salle de Danse Maurice Bédart et vestiaires, salle de répétition d’Orchestre et petites salles | Conservatoire | 621 m ² |
| R+1 /Salle Tchaïkovski et vestiaires | Conservatoire | 170 m ² |
| Locaux relevant de la compétence la commune de Chaville, propriétaire | | Surfaces estimées |
| Bâtiment/étage | Affectation | |
| R+4/ Salon Malraux, bureaux administratifs | Activité de l’Atrium | 6 496 m ² |
| Salle de spectacle Robert Hossein | Activité de l’Atrium | |
| RDC | Activité de l’Atrium | |
| R-1 | Activité de l’Atrium | |
| R-2 | Activité de l’Atrium | |
| R+5/ Essais, livres pratiques, guides de voyage, postes informatiques et espace de travail | Médiathèque | 1 367 m ² |
| R+4/ Section littérature, fiction adulte et presse | Médiathèque | |
| R+3/ Section jeunesse | Médiathèque | |
| R+2/ Accueil médiathèque, DVD, BD, jeux | Médiathèque | |
| Surface totale de l’Atrium | | 9 436 m² |

En sa qualité d’affectataire, le Gestionnaire aura pour mission d’assurer, sur l’ensemble du bâtiment, la maîtrise d’ouvrage des travaux d’entretien et de réparation courante, en ce compris les travaux réglementaires sur le système de sécurité ainsi que les travaux de grosses réparations visées à l’article 606 du code civil suivantes ;La liste des grosses opérations confiées par le Propriétaire au Gestionnaire dans le cadre de la présente convention figure annexe 4 et pourra faire l’objet d’une modification par avenant.

Le Gestionnaire s’engage à demander l’autorisation, à la Ville en cas d’aménagements complémentaires, ou de modifications d’usage ou d’utilisation des espaces dont la gestion est

transférée. Il soumet également pour avis au Propriétaire le budget prévisionnel, le calendrier des opérations des travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage ainsi que ses incidences en termes de charges d'exploitation.

s. S'agissant des travaux de maintenance et d'entretien courant, le Gestionnaire veillera à prendre en charge les travaux nécessaires à la bonne gestion du bâtiment conformément à leur destination, notamment s'agissant des travaux de conformité avec la réglementation sur l'hygiène, la sécurité, l'accessibilité handicapé, ou la réglementation du travail. Pour les grosses réparations de mise aux normes relevant de la section d'investissement et non prévues en annexe 4, les parties conviennent d'en régler la prise en charge par avenant.

Le cas échéant, préalablement à l'ouverture au public ou à la mise en route de ces travaux, le Gestionnaire devra justifier au Propriétaire de l'obtention de l'avis favorable de la Sous-Commission départementale de Sécurité ainsi que du rapport d'un Bureau de Contrôle notoirement connu ou de tout autre document attestant que les travaux réalisés sont conformes aux plans préalablement soumis au Propriétaire et ont été réalisés selon les règles de l'art, et en conformité avec les textes, autorisations administratives et la réglementation en vigueur.

Le Gestionnaire devra poursuivre le suivi du dossier tenu à jour pour la Sous-Commission départementale de Sécurité, en lien avec le Propriétaire en charge du suivi, de la préparation et du déroulement de ladite Commission. En cas de non-conformité, le Gestionnaire devra y remédier immédiatement en réalisant les travaux complémentaires ou rectificatifs.

Le Gestionnaire s'engage à obtenir préalablement à la réalisation de ces travaux toutes les autorisations nécessaires pour pouvoir les réaliser.

Le Gestionnaire devra se conformer scrupuleusement pendant la durée de la convention à l'ensemble des lois, règlements, ordonnances et autorisations applicables aux locaux en particulier et sans que cette liste soit limitative en ce qui concerne la voirie, la sécurité, la police, l'hygiène, l'accessibilité handicapé, l'environnement, la réglementation du travail, les Etablissements Recevant du Public (ERP), les prescriptions du permis de construire et les prescriptions du laboratoire central de la préfecture, du représentant du préfet, des pompiers de sorte que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché pour le non-respect par le gestionnaire des dispositions qui précèdent mais surtout que la poursuite de l'exploitation de ce bâtiment soit autorisée sans que cela ne pèse sur la responsabilité du Maire.

Des travaux ne pourront être exécutés dans les locaux, que sous les conditions cumulatives suivantes :

- agrément préalable par le propriétaire ou son mandataire des plans et du descriptif des travaux remis par le gestionnaire, et ce avant la réalisation de travaux.
- obtention préalable et définitive des autorisations administratives requises, le cas échéant, selon la nature des travaux envisagés,
- souscription par le gestionnaire des assurances requises pour couvrir sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution de tout chantier, de même - selon la nature des travaux exécutés – qu'au titre des garanties biennales et décennales et ce conformément à la législation en vigueur.

Le Gestionnaire est également autorisé par le Propriétaire à rechercher et à percevoir toute subvention ou concours de financeurs tiers permettant la réalisation de ces opérations.

Au-delà des travaux de grosses réparations relatifs à la rénovation énergétique et d'embellissement confiés au Gestionnaire, le Propriétaire se réserve le droit de procéder à tous travaux d'investissement pour assurer la conservation des biens dont il demeure propriétaire, après en avoir informé le Gestionnaire.

ARTICLE 4 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

4-1. Le Gestionnaire a une compétence pleine et entière en matière de gestion du bâtiment, à l'exception des missions suivantes, qui sont mises en œuvre par le Propriétaire :

- Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personne ;
- Responsable Unique de Sécurité (RUS) du bâtiment ;
- Présence d'un électricien qualifié jusqu'à ce que le Gestionnaire notifie par courrier au Propriétaire sa pleine capacité à assumer cette mission. Une fois cette notification intervenue le régime de refacturation des charges décrit à l'article 5 sera ajusté en conséquence ;
- Mise à disposition des locaux relevant de la compétence du Propriétaire et perception des redevance d'occupation associées.

Le présent transfert de gestion vaut autorisation d'occupation par le Gestionnaire des dépendances du domaine objet du présent transfert, pour l'exercice des missions objet des présentes et lui confère des droits réels sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier réalisées pour l'exercice de sa mission.

Cette occupation ne donnera lieu à aucune redevance, dès lors qu'elle contribue directement à assurer la conservation du domaine public, conformément à l'article L. 2125-1 2° du code général de la propriété des personnes publiques.

4-2. Par la présente, le Propriétaire confie au Gestionnaire, qui l'accepte, tous pouvoirs pour permettre la gestion optimale du bâtiment.

Le Gestionnaire fait son affaire exclusive de la gestion du bâtiment de telle sorte que le propriétaire ne puisse en aucun cas être recherché pour quelque motif que ce soit du fait de la gestion du bâtiment, et que le respect des intérêts, des droits et des obligations du Propriétaire du bâtiment soient intégralement préservés.

4-3. Le Gestionnaire s'engage à utiliser et gérer le bâtiment conformément à l'affectation définie à l'article 3 de la présente convention. Il doit veiller à cette utilisation conforme, mettre en œuvre tous les moyens possibles afin d'éviter toute occupation irrégulière et procéder à toute expulsion d'occupants irréguliers.

Il assure ainsi les réparations à effectuer sur les biens, l'entretien général du bâtiment. Dans le cas de prises de décisions pouvant impacter l'image du bâtiment et du Propriétaire, le Gestionnaire devra lui demander préalablement son avis par écrit.

Le Propriétaire s'engage à répondre dans un délai d'un mois. Sans réponse dans ledit délai, l'avis sera réputé favorable.

Le Gestionnaire sera en liaison avec le personnel du Propriétaire pour toutes les questions de sécurité, notamment liées à l'accueil du public, et assurera également la liaison avec le RUS en cas d'accident. A cet effet, le RUS sera chargé du lien avec le personnel de la sécurité.

4-4. Le Gestionnaire perçoit le produit des redevances d'occupation et en assure le recouvrement, à l'exception de celles portant sur les locaux relevant de la compétence du Propriétaire, tel que décrits à l'article 3.

Dans le cas où un évènement d'ampleur serait organisé par le Propriétaire, en lien avec le Gestionnaire, les parties pourront se partager la redevance selon des modalités convenues en amont.

4-5. Pour les seuls besoins du Conservatoire, le Gestionnaire aura également l'usage ponctuel des locaux suivants :

- Auditorium (15 personnes maximum)
- Salle Etex (10 personnes maximum)
- Salle Huet (120 personnes maximum)
- Salle Segonzac (100 personnes maximum)

Le Gestionnaire bénéficie à titre gracieux des créneaux horaires d'occupation de ces salles. Le Propriétaire conservera par ailleurs la gestion et les recettes correspondantes, conformément à l'article 4-1.

Le planning d'occupation de ces salles est transmis au Propriétaire au début de chaque saison scolaire.

En outre, le Gestionnaire pourra bénéficier à titre onéreux de l'usage de la salle de théâtre Robert Hossein selon la délibération tarifaire annuelle votée par le conseil municipal.

ARTICLE 5 : PRISE EN CHARGE DES MISSIONS TRANSFEREES

5-1. Les charges courantes du bâtiment seront réparties de la manière suivante :

Les charges de gestion courante du bâtiment seront réparties entre le Gestionnaire et le Propriétaire au prorata des surfaces relevant de leurs compétences respectives :

Charges assumées par le Gestionnaire et refacturées au Propriétaire

| | Gestionnaire | Propriétaire |
|--|---------------------|---------------------|
| Chauffage bâtiment (60613) | 8,24% | 91,76% |
| Electricité (60612) | 16,67% | 83,33% |
| Eau et assainissement (60611) | 16,67% | 83,33% |
| Entretien et maintenance, y compris petit équipement (615221, 6156 et 60632) | 16,67% | 83,33% |
| Ménage (6283) | 16,67% | 83,33% |
| Télécommunications (6262) | 16,67% | 83,33% |

Charges assumées par le Propriétaire et refacturées au Gestionnaire :

| | Gestionnaire | Propriétaire |
|---|---------------------|---------------------|
| Accueil de l'Atrium (charges de personnel et/ou 6282) | 16,67% | 83,33% |
| RUS (charges de personnel) | 16,67% | 83,33% |
| SSIAP (charges de personnel) | 16,67% | 83,33% |
| Electricien (charges de personnel) ¹ | 16,67% | 83,33% |

Ces refacturations font l'objet, chaque année, de l'émission, par chaque partie d'un titre de recettes accompagné d'un état des charges refacturées. Le titre de recette sera émis au cours du premier semestre qui suit l'année de facturation en fonction des dépenses réelles constatées à la clôture de l'exercice comptable.

5-2. Travaux de grosses réparations

Les travaux de grosses réparations prévues par la présente convention et figurant en annexe 4 sont entièrement à la charge du Gestionnaire

5-3. Le Propriétaire admet que le présent transfert de gestion ne donne lieu à aucune privation de revenus et le Propriétaire ne percevra en conséquence aucun prix ou indemnité au titre du présent transfert de gestion.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES DE L'UTILISATEUR

Le Gestionnaire a la charge de souscrire les assurances relatives à la gestion courante des locaux et à la réalisation des travaux de grosses réparations formant l'objet du présent transfert de gestion (responsabilité civile, dommage aux biens, dommage-ouvrages) et communique annuellement au propriétaire ses attestations d'assurances.

Le Propriétaire a la charge de souscrire les assurances couvrant ses responsabilités propres dans le cadre de la présente convention (responsabilité civile, dommage aux biens, le cas échéant dommage-ouvrages) découlant de l'exercice de ses compétences.

ARTICLE 7 – OBLIGATION D'INFORMATION

Le Gestionnaire s'engage à rendre compte annuellement au Propriétaire de l'évolution de l'état de l'ouvrage, de tous les travaux d'entretien, de rénovation et de modernisation qui y seront effectués, de toutes les autorisations obtenues, de toutes les occupations régulières et irrégulières sur le bâtiment, de toutes les prescriptions et réalisations en matière de sécurité, de tous les incidents et accidents intervenus.

¹ Ce poste cessera d'être refacturé au jour de la notification visée à l'article 4-1. 1. Les charges de personnel de l'électricien affecté au bâtiment seront refacturées par le Propriétaire au Gestionnaire jusqu'à la conclusion d'un marché public de prestation par ce dernier. Le Gestionnaire en informera le Propriétaire par courrier simple.

Le Gestionnaire s'engage à porter à la connaissance du Propriétaire tous les faits susceptibles d'avoir une incidence sur la gestion ou la mise en œuvre des garanties légales en matière de travaux.

ARTICLE 8 – DUREE – RESILIATION

Le présent transfert de gestion est conclu pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2028. Elle pourra être renouvelée une fois pour une même durée de 5 ans, par tacite reconduction, sans pouvoir excéder une durée totale de 10 ans.

Si le Propriétaire ne souhaite pas renouveler la présente convention, il devra en avvertir par écrit le Gestionnaire au moins 6 mois avant le terme de la convention.

8-1. Si le Gestionnaire n'utilise pas le bien conformément à l'affectation prévue à l'article 3 ou ne respecte pas l'un de ses engagements prévus aux articles 4 et 5, le Propriétaire peut résilier la présente convention et faire usage de son droit à retour du bien gratuitement, conformément à l'article L.2123-3 I du code général de la propriété des personnes publiques.

La résiliation prendra effet 6 mois après la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception constatant l'utilisation du bien non conforme à l'affectation prévue ou le non-respect des obligations prévues, après une mise en demeure restée infructueuse.

Dans ce cas, le Gestionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

8-2. Le Propriétaire peut décider de modifier l'affectation du bâtiment transféré et mettre fin de façon anticipée au transfert de gestion, conformément à l'article L.2123-3 II du code général de la propriété des personnes publiques.

Dans ce cas, le propriétaire notifie la modification de l'affectation au gestionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation de la présente convention prendra effet 6 mois après la réception de ladite lettre recommandée.

Le Gestionnaire peut, sauf dispositions contraires, prétendre à une indemnité égale au montant des dépenses exposées pour les équipements réalisés déduction faite le cas échéant de l'amortissement pratiqué et des frais de remise en état acquittés par le Propriétaire.

8-3. L'une des parties peut décider de résilier la présente convention pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, la décision de résilier la présente convention est notifiée aux autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation de la présente convention prendra effet 3 mois après la réception de ladite lettre recommandée.

Par ailleurs, toute modification de la présente convention de transfert de gestion devra faire l'objet d'un avenant régulièrement signé par les Parties.

ARTICLE 9 – SORT DES CONSTRUCTIONS

Les travaux et aménagements effectués par GPSO sont et restent la propriété du Gestionnaire pendant toute la durée de la présente convention.

En cas de résiliation amiable ou judiciaire de la convention, les ouvrages et travaux réalisés par l'EPT GPSO, comme toutes les améliorations de quelque nature qu'elles soient, deviendront de plein droit la propriété de la Ville, sans indemnité et sans qu'il soit besoin d'aucun acte pour le constater.

ARTICLE 10 – ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé dans le mois suivant la signature des présentes et leur sera annexé.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges éventuels entre les parties, qui ne pourraient faire l'objet d'un règlement amiable, relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Cergy Pontoise.

Fait en deux exemplaires à,
le

Pour l'Etablissement Public Territorial

« Grand Paris Seine Ouest »

Pour la Commune

Jean-Jacques GUILLET,
Maire de Chaville

Sont annexés aux présentes :

ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL ET PLAN DE SITUATION

ANNEXE 2 : DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CHAVILLE

ANNEXE 3 : DELIBERATION DU CONSEIL TERRITORIAL DE L'EPT GPSO

ANNEXE 4 : LISTES DES TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS PREVUES AU TITRE DE LA CONVENTION DE GESTION

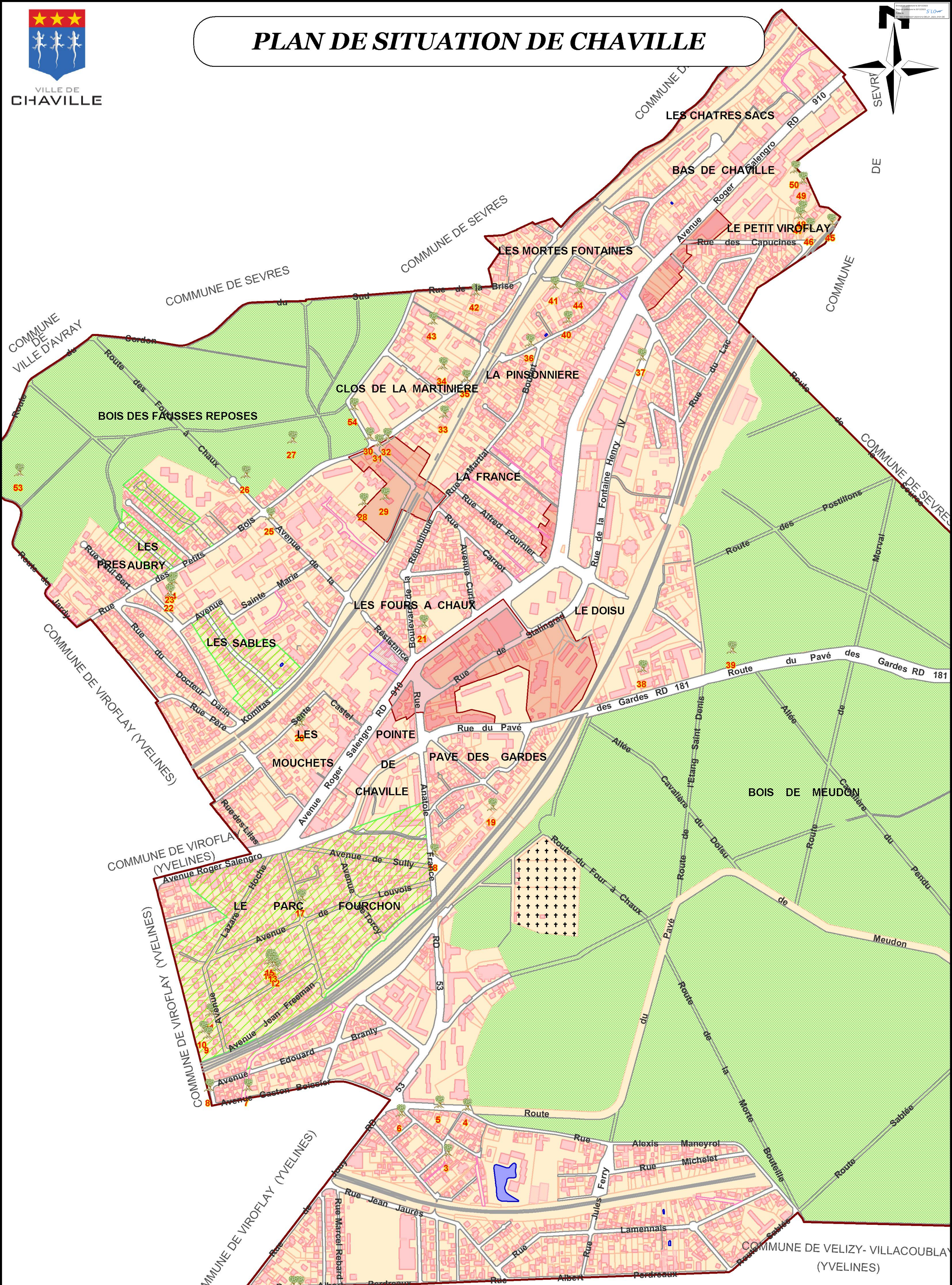
Sera annexé :

ANNEXE 5 : ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE



VILLE DE CHAVILLE

PLAN DE SITUATION DE CHAVILLE



17/06/2009

Commune de Chaville - S.T.U. - S.I.G.

Echelle : 1/7 000
0 200 m

Département :
HAUTS DE SEINE

Commune :
CHAVILLE

Section : AE
Feuille : 000 AE 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 06/11/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Envoyé en préfecture le 20/12/2023

Reçu en préfecture le 20/12/2023
par le centre des impôts
NANTERRE

Publié le
ID : 092-219200227-20231212-DEL01_2023_0101-DE

Georges Clémenceau 92756
92756 NANTERRE cedex
tél. 01 41 37 84 50 -fax
ptgc.hauts-de-
seine@dgfp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



ANNEXE 4 : LISTE DES TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS PREVUES AU TITRE DE LA CONVENTION DE GESTION

1. La rénovation thermique du bâtiment :

Cette rénovation consistera à traiter notamment les axes d'amélioration suivants :

- L'isolation du bâtiment et menuiseries extérieures,
- La gestion technique centralisée du bâtiment,
- La régulation du chauffage,
- La ventilation et qualité de l'air intérieur
- Le relamping (LED) et gestion par gradation de l'éclairage,
- La reprise des calorifugeages.

Cette rénovation permettra une optimisation attendue des dépenses de consommation de 23% (réseau de chauffage urbain et électricité), une amélioration du confort thermique et de la qualité de l'air intérieur.

2. La rénovation de la façade du bâtiment qui, dans le prolongement de la rénovation thermique de l'enveloppe bâtie, visera un embellissement général destiné à valoriser l'équipement dont la mise en lumière et le travail sur la signalétique globale (totem, enseignes).